



Caen, le 22 juin 2009

Marie-Jeanne GOBERT
Vice-Présidente de la Région Basse-Normandie
Déléguée à la Jeunesse, aux Sports et à la Vie Associative

Le gouvernement, pressé d'appliquer sa politique d'économie et d'ouverture de toutes les activités au privé, a décidé sans aucune concertation préalable de fermer plusieurs CREPS.

En agissant ainsi, il entendait faire porter à la Région une lourde responsabilité. Celle de supprimer 42 emplois, d'abandonner un site de 23 hectares avec des bâtiments modernes, de se séparer d'un lieu d'accueil, d'entraînement sportif et de formation aux métiers du sport et de l'animation, unanimement reconnus et exemplaires.

Les personnels, les Ligues Sportives, les Mouvements d'Education Populaire et les usagers, scandalisés par de telles pratiques, ont dénoncé avec force l'immense gâchis et le risque majeur pour le développement de leurs disciplines et de leurs actions d'éducation, si cet outil d'intérêt régional et au delà devait être sacrifié.

Par leur mobilisation et leur détermination, ils ont contraint l'Etat à revenir à la table des négociations.

Ainsi, après d'âpres discussions avec le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, jusque tard vendredi soir, des avancées ont pu être obtenues :

- Maintien d'un service public de formation
- Mise à disposition immédiate de 3 postes de cadres sur une période de transition
- Subvention d'équilibre de l'Etat à hauteur de 500.000 €
- Ainsi que l'engagement d'une dévolution des biens pour un loyer d'un montant symbolique sur une période de 3 ans.

Dans ce contexte, samedi 20 juin, à l'occasion de la journée porte ouverte, la Région a pris ses responsabilités et annoncé par la voix de son Président, Laurent BEAUVAIS, qu'elle s'engageait à piloter un projet de relance du site et des activités, en partenariat avec les autres collectivités et le mouvement associatif et sportifs.

La politique de l'Etat qui casse le secteur public qui porte les politiques de jeunesse, d'éducation et de formation, qui consiste à mépriser les éducateurs et les formateurs, est dangereuse pour notre société, pour l'avenir.

Ces choix sont cohérents avec la volonté de la droite de marchandiser toutes les activités, y compris les activités humaines.

Présente depuis le début sur ce dossier, convaincue que les jeunes, que l'engagement associatif doivent être une priorité, je me félicite que la mobilisation permette d'envisager, aujourd'hui une issue positive pour le CREPS d'Houlgate, décision accueillie samedi avec beaucoup d'émotion.

La Région poursuivra son action pour que l'Etat concrétise sa présence, pour l'émergence d'un projet viable, porteur de dynamiques nouvelles pour notre territoire.

Marie-Jeanne GOBERT